

## La Belgique est-elle coupable (en deux) ?

Par **PHILIPPE VAN PARIJS** Professeur à l'université de Louvain, chaire Hoover d'éthique économique et sociale

Cela fait un an que la Belgique a voté, et elle n'a toujours pas de gouvernement. Pourquoi ? Fondamentalement parce que la Belgique n'a pas réussi ce que la France a réalisé – se constituer en nation en s'unifiant linguistiquement – et que les grands vainqueurs des dernières élections – les nationalistes flamands de l'Alliance néoflamande (N-VA) – adhèrent au credo républicain français : sans nation, pas de démocratie florissante ni de solidarité interpersonnelle viable, et pas de nation sans langue commune.

La Belgique, pourtant, avait essayé. Jusqu'en 1898, le français était sa seule langue officielle. Couplée à l'éradication des patois flamands et wallons, sa diffusion par l'éducation et la conscription faisait autant partie du projet de construction nationale en Belgique qu'en France. Mais le mouvement flamand a sabordé cette entreprise : d'abord en obte-

**La Belgique ne se coupera pas en deux, pas même en trois. Pourquoi ? Parce que ni la Flandre ni la Wallonie ne peuvent quitter la Belgique avec Bruxelles ni ne veulent la quitter sans Bruxelles.**

nant le même respect formel pour le néerlandais que pour le français, puis en assurant sa protection effective dans la partie nord du pays, enfin en développant un enseignement néerlandophone performant et un ensemble dynamique de médias auxquels la population flamande doit aujourd'hui l'essentiel de son information et de sa culture. Le résultat est une césure linguistique de plus en plus profonde. Si le français reste enseigné dès le primaire dans toutes les écoles de Flandre, la compétence en français de l'élite flamande se détériore d'année en année et est désormais bien inférieure à sa compétence en anglais. De plus, étant de 50% plus nombreux et de 15% plus riches que les Belges francophones, les Flamands se demandent – à juste titre – pourquoi ce serait à eux de faire l'effort de parler la langue de la minorité, et pas l'inverse. Du côté francophone, l'effort pour apprendre le néerlandais s'intensifie mais reste modeste. En Wallonie, les élèves n'apprennent le néerlandais qu'en secondaire, la moitié d'entre eux après l'anglais et certains pas du tout. Seuls 14% des Wallons disent pouvoir le parler de manière plus qu'élémentaire, comparé à 51% des Flamands pour le français.

Faute de langue partagée, la nation belge, dès lors, semble bien chimérique, le peuple belge une pure fiction et la Belgique d'aujourd'hui une flagrante infraction au corpus doctrinal que partagent les républicains français et les nationalistes flamands : un vestige anachronique de l'empire multilingue des Habsbourg, une bourde de l'histoire vouée à s'évaporer, un monstre qui devrait se sentir coupable d'exister. Et pourtant la Belgique subsistera. Elle ne se coupera certainement pas en deux, pas même en trois. Pourquoi ? Parce que ni la Flandre ni la Wallonie ne peuvent quitter la Belgique avec

Bruxelles ni ne veulent la quitter sans Bruxelles. Bruxelles, en effet, c'est un peu notre Jérusalem. Heureusement pour nous ni Salomon, ni Jésus, ni Mahomet n'ont arpenté ses rues, et peu seraient prêts à donner leur vie pour (re)conquérir ce qui n'est après tout que la ville de Manneken Pis. Mais tout de même, Bruxelles est une ville-symbole à laquelle chacune de nos ethnies prétend avoir un droit sacré : les Flamands parce qu'elle est au cœur de leur région et que c'est leur langue que le petit peuple de Bruxelles a parlée pendant des siècles, les Wallons parce que c'est en français que Bruxelles est devenue capitale et que c'est par suite le français qui est aujourd'hui la langue la mieux connue des Bruxellois. Lâcher Bruxelles serait de ce fait, de part et d'autre, une insupportable humiliation.

Mais Bruxelles, c'est aussi bien plus que Jérusalem. Car le tiers du PIB de la Belgique est produit sur les 2% du territoire national occupés par la métropole – la région de Bruxelles-Capitale et ses tentacules en Brabant flamand et wallon. Lâcher Bruxelles ce serait dès lors aussi, pour les deux autres régions, perdre le contrôle du cœur de leur dynamisme économique. Et dans ce qu'ils pensent – qui n'est pas toujours ce qu'ils disent –, les responsables flamands et wallons ne sont pas plus idiots que vous et moi.

Pour ces deux raisons, la Belgique ne se scindera pas. Et c'est tant mieux. L'Etat belge n'est qu'un instrument, qui peut disparaître s'il n'a plus d'usage. Mais la région bruxelloise ne s'étendra jamais à son hinterland et la Belgique restera de ce fait essentielle pour assurer une gestion minimalement efficace – de la mobilité à la fiscalité – d'une métropole partagée entre trois régions. Ou du moins elle le restera tant que l'Europe ne sera pas en mesure de prendre le relais et d'assurer en particulier les fonctions redistributrices qui incombent aujourd'hui à l'Etat belge. Or, on en est loin, et on le restera tant que la Belgique elle-même n'aura pas pu mieux montrer comment démocratie saine et solidarité forte peuvent se passer d'une nation. Nulle raison donc, pour notre non-nation, de se sentir coupable d'exister. Mais toutes les raisons de se mettre à l'œuvre pour mieux rendre ce service à l'Europe, en osant innover, expérimenter, se réformer en profondeur : quatre régions de tailles très inégales avec des compétences sensiblement accrues ; une langue publique distincte (néerlandais, français, allemand) pour trois d'entre elles et un régime trilingue (français, néerlandais, anglais) pour la région-capitale ; un socle fédéral simple et ferme assurant l'essentiel de la solidarité interpersonnelle ; et un système électoral qui rende ceux qui veulent gouverner la fédération électoralement sanctionnables par l'ensemble de sa population.

Ni coupable (en deux ou trois) ni coupable (de ne pas encore s'être laissé couper), la Belgique se trouve face à une tâche difficile, mais importante. La crise actuelle doit la pousser à s'y atteler. Y parviendra-t-elle ? Cela dépendra du courage et de l'intelligence de ceux qui sont à la manœuvre et en particulier de leur aptitude à reconnaître que si démocratie et solidarité sont moins ardues au sein d'Etats nations, elles sont aujourd'hui nécessaires et le deviendront toujours davantage au sein d'entités qui ne le sont pas ni ne le deviendront.

SABRINA CHAMPENOIS PORTRAIT

